



**MANCA**

SUCIALISIMU DEMUCRATICU E AUTOGESTIUNARIU

www.g-manca.org

## **- MOTION D'ORIENTATION GENERALE -**

### **ANALYSE DE LA CRISE ACTUELLE DU CAPITALISME**

La Crise actuelle du Capitalisme ne peut être réduite à une défaillance de mécanismes financiers elle est l'aboutissement de politiques menées et correspond à une fin de cycle inhérent à la crise structurelle du capitalisme.

La crise actuelle est donc la traduction des politiques néo-libérales entamées au début des années 80, visant à déposséder les classes populaires d'acquis historiques dans le seul but de rapatrier une part importante de la valeur produite vers le capital. Ainsi, au niveau de la répartition des richesses, on est passé d'une répartition 70 % Travail / 30 % Capital dans les années 70 à une répartition actuelle de l'ordre de 60% travail / 40 % Capital ( en France cela signifie 170 milliards d'euros de revenus annuels en moins pour les travailleurs ). C'est l'effondrement du bloc soviétique et des bureaucraties acculées à la faillite, qui a permis aux capitalistes de reprendre l'offensive, à travers leurs politiques d'austérité et de privatisation successives.

Ces politiques ont accru la précarisation à l'échelle de masse dans les pays industrialisés et ont produit des dizaines de millions de travailleurs précaires qui viennent se rajouter aux dizaines de millions de travailleurs privés d'emplois, sans oublier l'appauvrissement d'autres catégories sociales ; en particulier les étudiants et les retraités.

Pour maintenir sa structure basée sur la surproduction et l'accumulation du capital, les techniciens du capitalisme ont inventé de nouvelles « bulles » permettant de gagner du temps et d'accroître rapidement leurs profits. Ainsi on est passé de la bulle des nouvelles technologies à la bulle des crédits hypothécaires, mais dans les deux cas ces mécanismes dirigés vers l'actionariat étaient complètement déconnectés de l'économie réelle. Depuis 10 ans, le capitalisme financier supra-national est basé sur une rétribution des actionnaires à 12 – 15 %, alors que les taux de croissance économique nationaux ont oscillé au mieux à 3-5%, c'est donc un pillage volontaire de ressources à des seules fins spéculatives.

A la différence de 1929, où la crise financière nord-américaine a mis 3 années à trouver une traduction dans les économies mondiales, la crise actuelle s'inscrit dans un capitalisme globalisé et l'effondrement d'une partie de l'économie américaine se répercute en quelques semaines sur tous les continents. La crise économique frappe les cinq continents et se traduira rapidement en Europe par une crise sociale majeure. Contrairement à ce qu'affirment les capitalistes, les pays émergents ne pourront pas juguler cette crise qui frappe déjà l'économie chinoise de plein fouet. Dans les pays en développement, victimes de décennies de spoliations et de guerres impérialistes, la situation est catastrophique, le FMI table sur 300 millions de personnes qui mourront de malnutrition cette année. Enfin, les conséquences du réchauffement climatique résultant des gaz de rejet des industries polluantes compromettent sérieusement les conditions de vie sur terre ( littoraux surpeuplés menacés, Eau douce en raréfaction, Crise alimentaire ).

Cette pratique d'accumulation du capital au détriment des ressources humaines et naturelles est catastrophique et conduit l'humanité à sa perte. Les militants anti-capitalistes corses, inscrit dans une voie vers un socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle, qui place l'espèce humaine et les autres espèces au cœur de la politique, réaffirme la nécessité de se débarrasser d'un système immoral et criminel : le Capitalisme.

Cette orientation stratégique suppose la définition d'une ligne politique à court terme qui tiennent compte des rapports de forces et des attentes populaires.

## **LUTTE ANTI-CAPITALISTE ET CONVERGENCES INTERNATIONALISTES**

En Corse comme ailleurs ce ne sont pas les militants révolutionnaires qui déterminent les conditions d'une crise révolutionnaire, c'est-à-dire d'un mouvement de masse pouvant renverser les structures de l'Etat capitaliste, mais bien les circonstances historiques et le rapport de force entre les classes sociales.

Tout comme une organisation anti-capitaliste ne peut s'isoler des masses, le peuple corse ne peut s'isoler du monde. Il ne saurait y à avoir une avant-garde éclairé minoritaire qui imposerait sa loi aux travailleurs ou un peuple éclairé qui construirait le socialisme dans un seul pays.

Ce constat amène à réfléchir à des choix tactiques et des choix stratégiques internationaux. D'une part les militants anti-capitalistes corses doivent être en mesure de donner des réponses politiques dans un cadre légal capitaliste aux classes populaires, d'autres part de déterminer des alliances internationales permettant des échanges égaux et combinés et une solidarité politique dans la recherche d'une alternative socialiste commune.

L'accumulation de réformes qui amélioreront le sort des travailleurs n'est pas opposable au but politique, à savoir le renversement de l'Etat Capitaliste. La réforme agraire récente au Venezuela s'exerce de façon légale depuis la prise de contrôle démocratique d'institutions bourgeoises, pour autant cette réforme a un caractère profondément révolutionnaire. La valeur d'une réforme tient à sa capacité à mobiliser le monde du travail et ses alliés, à sa possibilité de déclencher des mobilisations populaires profondes. La réforme légitime et la révolution ne sont donc pas des méthodes différentes de progrès historique que l'on pourrait choisir à volonté, mais des facteurs différents de l'évolution de la société qui se conditionnent et se complètent réciproquement, tout en s'excluant. En effet il ne faut pas confondre programme de réformes et réformisme, stratégie qui pense que l'on peut réformer le capitalisme en le régulant indéfiniment. La seule façon d'empêcher la reproduction d'une faillite des réformes ( ex : faillite de la social démocratie qui a intégrer le capitalisme global ) est de garantir au peuple le contrôle démocratique des politiques de réformes, ce qui est à l'opposé des pratiques anti-démocratiques des capitalistes ( ex : Remise en cause du vote populaire sur le traité européen en 2005 ).

La dynamique suscitée par la création d'un Nouveau Parti Anticapitaliste en France est une opportunité historique pour la gauche anti-capitaliste en Corse. Ce mouvement large est un apport fondamental car il opère la synthèse entre le courant historique de la LCR et de nombreux courants issus de la sphère syndicale et associative, de l'écologie politique, d'anciens du P.S et du P.C.F, de L.O, des libertaires, etc.... L'espoir suscitée par une telle démarche a également une traduction en Corse que doivent intégrer les militants d'A Manca. Outre l'aspect de solidarité avec la lutte du peuple corse, le NPA est un puissant relais pour les luttes sociales et démocratiques communes contre le même état.

Dans le même temps, nous ne devons pas perdre de vue que notre espace géopolitique naturel demeure la méditerranée et que l'idée de la constitution d'une assemblée des peuple de la Méditerranée demeure un enjeu stratégique. Par ailleurs des échanges privilégiés avec la gauche Anti-Capitaliste Sarde doivent être renforcés. Nos camarades d'A Manca Pro S'indipendentzia proposent un front large unitaire aux prochaines élections régionales sardes en précisant que « les élections doivent être au service d'un projet politique, pas l'inverse ». Cette logique de projet peut rapidement trouver des convergences programmatiques avec nos propositions.

## COMMENT POURSUIVRE LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION ANTI-CAPITALISTE CORSE

A Manca est à la croisée des chemins. Sa ligne politique et sa construction sont indissociables.

Les militants anti-capitalistes corses doivent à la fois tenir compte d'une dynamique anticapitaliste réelle, d'une période de crise sans précédent du capitalisme, des évolutions spécifiques du mouvement national et de l'état de la société corse.

Le dernier recensement ( plus de 290 000 hab en Corse ) confirme la minoration accéléré du peuple corse sur sa terre. Au-delà de ce constat, les réponses que nous devons apporter ne doivent souffrir d'aucune ambiguïté. Notre identité et notre ligne pour les prochaines années ne peuvent se résumer à des proclamations rassurantes. Effectivement, nous sommes des militants anti-capitalistes, pour le droit à l'autodétermination du peuple corse, oeuvrant à la construction d'un socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle et partisans d'un plan d'urgence social et démocratique pour le peuple corse. Si cela est admis, nous ne pouvons éluder deux questions :

- Quelles sont les alliances politiques possibles en corse et pour quel projet ?
- Comment convaincre le plus grand nombre et renforcer notre organisation ?

Nous ne saurions admettre et tolérer chez d'éventuels partenaires comme base de discussion large une solution opportuniste et populiste qui consisterai à promouvoir la défense de l'ethnie corse contre d'autres qui menaceraient son existence. Un nationalisme corse plus anti-immigrés que Brice Hortefeux ? A manca affirme son désaccord total avec les nationalistes qui font ce choix.

Nous pouvons avoir des alliances sur des revendications transitoires avec des forces issues du mouvement national et du Mouvement Social. Des convergences plus larges sont donc possibles dans le cadre de front de lutte de masse ( PADDUC, Marché des producteurs, Culture, Répression, Droits politiques, Services Publics, etc... ) ou d'alliances électorales ( Européennes, Territoriales ). Deux principes doivent guider la recherche de compromis électoraux ; le contrôle démocratique des élus mandatés pour un programme, la cohérence politique dans les alliances.

Ce serait commettre une grave erreur d'appréciation que de ne pas tenir compte du mouvement social en corse et des nombreux salariés, agriculteurs et artisans pouvant adhérer, sur de nombreux points dans un premier temps, au but politique et aux programme d'action du courant anti-capitaliste Corse. La multiplication des conflits sociaux durs en 2008 correspond à une capacité de défense encore préservée du monde du travail en Corse. L'investissement des militantes dans les structures de masses ( syndicats et associations ) est un devoir politique plus que jamais nécessaire dans une période de crise ou des réactions populaires sont imprévisibles et peuvent déboucher sur des mobilisations.

A Manca Naziunale, après dix ans d'activité, n'a plus rien à démontrer quand à sa constance par rapport aux principes qui guident son action, sans sectarisme, mais sans compromissions également.

Inscrits dans la construction d'un socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle, démocratique, intégrant les problématiques environnementales et autogestionnaire, les militant(e)s anti-capitaliste corses décident d'adopter un nouveau sigle : **A Manca**.

Le nouveau sigle 'A Manca' est inclut à partir du 10 janvier 2009 dans toutes les communications de l'organisation quelque soient les supports utilisés.